

tretiens tant à Washington qu'à Ottawa; il a ajouté:

"Depuis un an, nous avons fait la révision la plus minutieuse et la plus profonde de la politique de défense de la Grande-Bretagne, sous tous ses aspects qui ait jamais été faite, sans doute, dans notre pays. Nous avons pu définir les options possibles, définir les problèmes, passer en revue les engagements, et nous devons faire en sorte que notre nouvelle politique, fondée sur la période d'ici à 1970 et qui, par conséquent, s'appliquera à la situation de notre défense au long des années 1970 et peut-être même 1980, ne nous impose que des engagements, des rôles, des dépenses compatibles avec les limites économiques tolérables que nous nous sommes fixées jusqu'à présent. Nous n'avons pas encore pris de décision . . . , mais il nous a paru équitable, après avoir défini les options, de dire ce qui en était à notre allié les États-Unis, à nos alliés et partenaires du Commonwealth ici au Canada, et par la suite à d'autres de nos alliés. Nous déciderons ensuite. Tout ce que je puis dire, c'est que nous tenons à continuer de jouer un rôle utile et constructif à l'échelle mondiale."

M. Wilson a donné à entendre que la question du Vietnam avait été longuement discutée. A ce sujet, il a répondu à plusieurs questions portant sur la politique et le point de vue de la Grande-Bretagne. Il a donné également à entendre que l'avenir de l'Alliance atlantique était venu sur le tapis.

Échanges commerciaux avec le Canada

En ce qui concerne le commerce entre la Grande-Bretagne et le Canada, Wilson a dit ce qui suit:

"Je m'intéresse à ce problème depuis 1949 . . . alors que j'étais ministre du Commerce. Nous avons toujours eu à nous préoccuper de ces problèmes de dévaluation, de législation antidumping, et les échanges se sont toujours soldés par un important déséquilibre entre ce que nous achetons au Canada et ce que le Canada achète chez nous. Mon but lorsque j'étais ministre du Commerce, mon but encore aujourd'hui est de parvenir à atténuer ce déséquilibre, non en limitant les échanges, mais en les développant. Mais cela pose quelques problèmes. Nous avons été très heureux, vous le savez, de la décision prise dans le budget canadien du printemps dernier, qui permettra de commencer à résoudre certains des problèmes. Il reste encore des difficultés à aplanir. Ce serait à gérer, je pense, de dire que j'ai constaté ces trois ou quatre dernières semaines une très grande amélioration, . . . mais j'espère qu'il continuera à y avoir une amélioration. Les deux pays désirent sincèrement développer au maximum les échanges, et nous ferons tout ce que nous pourrons dans ce sens; nous nous efforcerons même d'isoler une à une les difficultés qui subsistent."